

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UNE PERSPECTIVE FÉMINISTE

Esther Vivas

– El Viejo Topo



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UNE PERSPECTIVE FÉMINISTE

Esther Vivas – *El Viejo Tropa*

Les systèmes de production et de consommation d'aliments ont toujours été socialement organisés, mais leurs formes ont varié historiquement. Au cours des dernières décennies, sous l'impact des politiques néolibérales, la logique capitaliste s'est imposée de plus en plus dans la manière dont sont produits et distribués les aliments (Bello 2009).

Avec le présent article, nous souhaitons analyser l'impact de ces politiques agro-industrielles sur les femmes et le rôle clé joué par les femmes paysannes, tant dans les pays du Nord que du Sud, dans la production et la distribution d'aliments. Nous analyserons donc de quelle manière une proposition alternative au modèle agricole dominant doit nécessairement intégrer une perspective féministe et de quelle manière les mouvements sociaux qui travaillent dans cette direction, en faveur de la souveraineté alimentaire, tentent de l'intégrer.

Paysannes et invisibles

Dans les pays du Sud, les femmes sont les principales productrices de nourriture, les responsables du travail de la terre, de la conservation des semences, de la récolte des fruits, du ravitaillement en eau, de la surveillance du bétail... Entre 60 et 80 % de la production

d'aliments dans ces pays relèvent de la responsabilité des femmes, au niveau mondial ce chiffre se monte à 50% (FAO, 1996). Les femmes sont les principales productrices des cultures essentielles comme le riz, le blé et le maïs qui nourrissent les populations les plus appauvries du Sud global. Mais malgré leur rôle clé dans l'agriculture et l'alimentation elles sont, avec les enfants, les plus affectées par la faim.

Les femmes paysannes ont été responsables, pendant des siècles, des tâches domestiques, des soins aux personnes, de l'alimentation de leurs familles, des cultures destinées à l'autoconsommation, de l'échange et de la commercialisation des quelques excédents produits par l'exploitation familiale, assumant le travail reproductif, productif et communautaire en étant confinées à la sphère privée et invisible. A l'opposé, les principales transactions économiques agricoles, ont été traditionnellement assumées par les hommes, dans les foires agricoles, avec l'achat et la vente des animaux, la commercialisation en gros des céréales... en occupant la sphère publique paysanne.

Cette division des rôles assigne à la femme l'entretien de la maison, la santé et l'éducation dans la sphère familiale et octroie à l'homme la gestion de la terre et des machines, soit de la « tech-

nique ». Elle maintient intacts dans nos sociétés contemporaines les rôles assignés au féminin et au masculin durant des siècles. (Oceransky Losana, 2006).

Si nous observons les chiffres, ceux-ci parlent d'eux-mêmes. Selon les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) (1996), dans de nombreux pays africains les femmes représentent 70% de la main-d'œuvre agricole ; elles s'occupent à 90% de l'approvisionnement en eau des foyers ; elles ont la responsabilité à hauteur de 60 à 80% de la production alimentaire pour la consommation familiale et la vente. Elles réalisent également 100% du conditionnement et de la préparation des aliments, 80% des activités de stockage et de transport des aliments et 90% des tâches de préparation de la terre. Ces chiffres mettent en relief le rôle crucial joué par les femmes africaines dans la production agricole à petite échelle et dans l'entretien et la subsistance familiale.

Cependant, dans de nombreuses régions du Sud global, en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du sud, on assiste à une notable « féminisation » du travail agricole salarié, spécialement dans les secteurs orientés vers l'exportation non traditionnelle (Fraser 2009). Entre 1994 et 2000, selon White et Leavy (2003), les femmes ont occupé 83% des nouveaux emplois dans le secteur de l'exportation agricole non traditionnelle. Ainsi, nombre d'entre elles ont accédé pour la première fois à un poste de travail rémunéré et à un revenu qui leur ont permis d'avoir plus de pouvoir dans les prises de décisions et d'être actives dans un cadre social extérieur à celui du foyer familial (Fraser, 2009).

Mais cette dynamique est accompagnée d'une division de genre marquée par la répartition des postes de travail : dans les plantations, les femmes réalisent les tâches non qualifiées comme le conditionnement et l'emballage, alors que les hommes s'occupent de la plantation et de la récolte.

Cette incorporation des femmes au travail salarié implique une double charge de travail car elles continuent à être responsables des soins familiaux tout en travaillant pour obtenir un revenu et en occupant bien souvent des emplois précaires. Ces femmes bénéficient de conditions de travail pires que celles de leurs collègues masculins. Elles reçoivent un salaire inférieur pour les mêmes tâches et doivent travailler plus longtemps pour percevoir les mêmes revenus. En Inde, par exemple, le salaire moyen des femmes pour un travail occasionnel dans l'agriculture est inférieur de 30% à celui des hommes (Banque Mondiale 2007). Dans l'État espagnol, les femmes perçoivent un salaire 30 à 40% inférieur à celui des hommes (Oceransky Losana, 2006).

Impact des politiques néolibérales

L'application des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), au cours des années 80 et 90 dans les pays du Sud par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International, pour qu'ils puissent faire face au paiement de la dette extérieure, a aggravé les conditions d'existence déjà difficiles de la majorité de la population de ces pays et a frappé les femmes de manière particulièrement brutale.

Les mesures de choc imposées par les PAS ont obligé les gouvernements du

Sud à retirer les subventions sur les produits de première nécessité comme le pain, le riz, le lait, le sucre ; forcé à une réduction drastique des dépenses publiques pour l'éducation, la santé, l'habitat, les infrastructures ; imposé la dévaluation de la monnaie nationale avec pour objectif de faire baisser les prix des produits destinés à l'exportation tout en diminuant le pouvoir d'achat des populations autochtones, augmenté les taux d'intérêts avec l'objectif d'attirer les capitaux étrangers dans une perspective de forte rémunération générant ainsi une spirale spéculative etc. Au final une série de mesures qui ont plongé dans la pauvreté la plus extrême les populations de ces pays (Vivas, 2008).

Les politiques d'ajustement et les privatisations ont eu une répercussion particulière sur les femmes. Comme le signalait Juana Ferrer responsable de la Commission Internationale de Genre de Vía Campesina : « *Au cours des processus de privatisation des services publics, les plus affectées ont été les femmes, surtout dans des domaines comme la santé et l'éducation car historiquement nous assumons les principales responsabilités familiales. Dans la mesure où nous n'avons accès ni à un revenu ni aux services publics, cela devient très difficile pour les femmes d'avoir une vie digne* » (La Vía Campesina, 2006 :30).

L'effondrement des campagnes dans les pays du Sud et l'intensification de la migration en direction des villes ont provoqué un processus de désintégration de la paysannerie (Bello 2009) qui a pris, dans de nombreux pays, la forme classique d'un exode campagne-ville. Les ex-paysans ne rejoignent cependant pas les villes pour travailler dans

les usines dans le cadre d'un processus d'industrialisation classique, mais dans le cadre d'un processus que Davis (2006) nomme « urbanisation déconnectée de l'industrialisation », dans lequel les ex-paysans poussés vers les villes vont grossir les périphéries des grands centres urbains (favelas, bidonvilles) en vivant grâce à l'économie informelle et en formant ce que l'auteur appelle le « prolétariat informel ».

Les femmes sont une composante essentielle des flux migratoires, nationaux et internationaux, qui provoquent la déstructuration et l'abandon des familles, de la terre et des processus de production, tout en augmentant la charge de travail familial et communautaire des femmes qui restent. En Europe, aux États-Unis, au Canada... les femmes migrantes assument les tâches qui incombait auparavant aux femmes autochtones, reproduisant une spirale d'oppression, de charge de travail et d'invisibilisation des soins en externalisant les coûts sociaux et économiques. Leur poids retombe en définitive sur les communautés d'origine des femmes migrantes.

L'incapacité à résoudre la crise actuelle des soins dans les pays occidentaux, fruit de l'incorporation massive des femmes au monde du travail, du vieillissement de la population et de la non prise en charge par l'État de ces besoins, sert d'alibi à l'importation de millions de « soigneuses » venues des pays du Sud global. Comme le signale Ezquerro (2010 : 39) « *Cette diaspora sert à rendre invisible l'incompatibilité existante entre l'essor du système capitaliste et l'entretien de la vie dans les pays du Centre, et approfondit gravement la*

crise des soins, une crise parmi d'autres, dans les pays du Sud (...) La « chaîne internationale du soin » se convertit en un dramatique cercle vicieux qui garantit la survie du système capitaliste patriarcal ».

Accès à la terre

Pour de nombreuses femmes, l'accès à la terre n'est pas un droit garanti : dans plusieurs pays du sud les lois leur interdisent ce droit et dans d'autres, où ce droit leur est garanti légalement, ce sont les traditions et les pratiques en vigueur qui le rendent inopérant. Comme l'explique Fraser (2009 : 34) « *Au Cambodge, par exemple, bien qu'il ne soit pas illégal pour les femmes de posséder la terre, la norme culturelle dicte le contraire et même si elles sont responsables de la production dans les exploitations agricoles, elles n'ont aucun contrôle sur la vente de la terre ou sur la manière dont elle est transmise aux enfants* ».

Cette situation est extrapolable à de nombreux autres pays. En Inde, comme l'explique Chukki Nanjundaswamy de l'organisation paysanne Karnataka State Farmers' Association (2), la situation des femmes en ce qui concerne l'accès à la terre et à l'assistance sanitaire est très problématique : socialement les paysannes indiennes n'ont quasiment aucun droit et sont considérées comme une « pièce ajoutée » aux hommes. Les paysannes sont les plus intouchables des intouchables dans le système social des castes (La Vía Campesina, 2006 : 16).

Actuellement l'accès à la terre des femmes africaines est encore plus dramatique à cause de l'augmentation de la mortalité due au SIDA. D'un côté, les

femmes ont plus de probabilités d'être infectées, mais quand c'est un homme de la famille qui meurt, et que ce dernier possédait une parcelle de terre, la femme rencontre de grandes difficultés à en obtenir le contrôle. Dans plusieurs communautés, ces dernières n'ont pas le droit d'hériter et perdent la propriété de la terre ainsi que l'accès à d'autres biens si elles deviennent veuves (Jayne et al, 2006).

La terre est un actif très important : elle permet la production d'aliments, elle fait office d'investissement pour le futur et sert d'aval, elle permet l'accès au crédit etc.. Les difficultés rencontrées par les femmes pour posséder des terres est une preuve supplémentaire de la manière particulière dont les femmes sont frappées par le système agricole capitaliste et patriarcal. De plus, quand elles accèdent à la propriété, il s'agit majoritairement de terres de faible valeur ou de peu d'extension.

Les femmes rencontrent donc plus de difficultés à obtenir des crédits, des services et des instruments de production. On estime qu'au niveau mondial les femmes ne reçoivent qu'1% du total des prêts agricoles et même dans les cas où elles en sont les bénéficiaires il n'est pas toujours évident de savoir si elles en ont le contrôle effectif ou si ce dernier est exercé par leur conjoint ou la famille (Fraser 2009).

Mais ces pratiques n'ont pas seulement cours dans les pays du Sud global, en Europe par exemple, beaucoup de paysannes connaissent une totale insécurité juridique, la majorité d'entre elles travaillent sur des exploitations familiales où les droits administratifs ne bénéficient qu'au titulaire de la propriété.

Les femmes qui y travaillent n'ont bien souvent droit à aucune aide (plantations, quotas laitiers etc.).

Comme l'explique Isabel Vilalba Sevane secrétaire des femmes du Syndicat Labrego Gallego en Galice, les problématiques des femmes à la campagne, dans les pays du Sud comme dans ceux du nord, sont bien souvent communes mais comportent des différences : « *Nous les femmes européennes sommes plus centrées sur la lutte pour la reconnaissance de nos droits administratifs au sein des exploitations ; alors que dans d'autres parties du monde les femmes luttent pour de profondes transformations comme la réforme agraire, l'accès à la terre ou à d'autres ressources basiques* » (*la Vía Campesina*, 2006 : 26). *Aux États-Unis, Debra Eschmeyer de la National Family Farm Coalition explique qu'il existe également des pratiques inégalitaires : « Si une paysanne se rend seule à la banque dans le but d'obtenir un crédit, il est plus compliqué pour elle de l'obtenir que pour un homme* » (*La Vía Campesina*, 2006 : 14).

Agro-industrie versus souveraineté alimentaire

Aujourd'hui, le modèle agro-industriel a montré son incapacité à satisfaire les besoins alimentaires des populations et son incompatibilité avec le respect de la nature. Nous sommes face à un système agricole et alimentaire soumis à une logique d'entreprise tout au long de la chaîne commerciale. Ce système est monopolisé par une poignée de multinationales de l'agro-négoce qui peuvent compter sur le soutien de gouvernements et d'institutions internationales qui sont devenus les complices, quand

ils ne sont pas les co-bénéficiaires, d'un système alimentaire productiviste, insoutenable et privatisé. Un modèle qui est à la fois utilisé comme instrument impérialiste de contrôle politique, économique et social par les principales puissances économiques du Nord, comme les États-Unis et l'Union Européenne (et par leurs multinationales de l'agro-alimentaire), sur les pays du Sud global (Toussaint, 2008 ; Vivas, 2009).

Comme le signale Desmarais (2007), le système alimentaire peut être vu comme une longue chaîne horizontale qui s'est allongée, éloignant toujours plus la production de la consommation, ce qui favorise l'appropriation des différentes étapes de la production par des entreprises agro-industrielles et la perte d'autonomie des paysans face à ces dernières.

La situation de crise alimentaire, qui a éclaté au cours des années 2007 et 2008 avec pour corollaire une forte augmentation des prix des aliments de base (3), a mis en relief l'extrême vulnérabilité du système agricole et alimentaire et a laissé derrière elle plus d'un milliard de personnes souffrant de la faim, c'est-à-dire une personne sur six selon les chiffres de la FAO (2009).

Le problème actuel n'est cependant pas le manque d'aliments mais aussi l'impossibilité d'y avoir accès. De fait, la production de céréales au niveau mondial a triplé depuis les années 60 alors que la population mondiale n'a fait que doubler (GRAIN, 2008). Avec ces données, nous pouvons affirmer que nous produisons suffisamment de nourriture pour nourrir toute la population mondiale, mais pour les millions de personnes qui dans les pays du Sud

consacrent entre 50 et 60% de leurs revenus à l'achat d'aliments, chiffre qui peut atteindre 80% dans les pays les plus pauvres, l'augmentation des prix des denrées alimentaires les rend inaccessibles.

Il existe des raisons de fond qui expliquent la profonde crise alimentaire. Les politiques néolibérales appliquées de manière indiscriminée au cours des trente dernières années au niveau planétaire (libéralisation commerciale à outrance, paiement de la dette extérieure par les pays du Sud, privatisation des services et biens publics) ainsi que le modèle d'agriculture et d'alimentation au service d'une logique capitaliste sont les principaux responsables de cette situation qui a abouti au démantèlement d'une agriculture paysanne qui avait assuré la sécurité alimentaire des peuples durant des décennies (Holt-Giménez et Patel, 2010).

Face à ce modèle agricole dominant qui a un impact très négatif sur les populations et spécialement sur les femmes et l'environnement, un nouveau paradigme est apparu : la souveraineté alimentaire. Une alternative politique qui consiste à garantir : « *Le droit de chaque peuple à définir ses propres politiques agricoles et en matière d'alimentation à protéger et réglementer la production agricole nationale et le marché domestique* » (VVAA, 2003:1). Il s'agit de récupérer notre droit à décider : quoi, comment et où est produit ce que nous mangeons ; de faire en sorte que la terre, l'eau et les semences soient aux mains des paysannes et des paysans et d'assu-

rer notre souveraineté en matière d'alimentation.

En conséquence, si les femmes représentent la moitié de la main d'œuvre agricole au niveau mondial, toute idée de souveraineté alimentaire qui n'intègre pas une perspective féministe est condamnée à l'échec. La souveraineté alimentaire n'implique pas seulement de rompre avec le modèle agricole capitaliste mais aussi avec un système patriarcal qui opprime et assujettit les femmes.

Il s'agit d'intégrer la perspective féministe à la souveraineté alimentaire. Comme le signale Yoon Geum Soon de l'association des femmes paysannes coréennes KWPA et représentante de Vía Campesina en Asie : « *Le féminisme est un processus qui permet de conquérir une place digne pour les femmes dans la société, pour combattre la violence dont elles sont victimes et aussi pour réclamer et revendiquer nos terres afin de les sauver des mains des transnationales et des grandes entreprises. Le féminisme est la voie pour que les femmes paysannes puissent jouer un rôle actif et digne au sein de la société* » (La Vía Campesina, 2006:12).

Vía Campesina

Vía Campesina est le principal mouvement international des petites agricultrices et des petits agriculteurs, et le principal promoteur du droit des peuples à la souveraineté alimentaire. Vía Campesina a été fondée en 1993, aux débuts du mouvement anti-globalisation, et s'est transformée progressivement en une référence de la critique à la globalisation néolibérale. Sa montée en puissance est l'expression de la

résistance paysanne à l'effondrement du monde rural provoqué par les politiques néolibérales et par leur intensification avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (Antentas et Vivas, 2009a).

Depuis sa création, Vía Campesina s'est forgée forgé une identité « paysanne » politisée, liée à la terre, à la production des aliments et à la défense de la souveraineté alimentaire, construite en opposition à l'actuel modèle d'agro-négoce (Desmarais, 2007). Vía Campesina incarne un nouveau type d'« internationalisme paysan » (Bello, 2009), que nous pouvons considérer comme la « composante paysanne » du nouvel internationalisme des résistances représenté par le mouvement anti-globalisation (Antentas et Vivas, 2009b).

En 1996, coïncidant avec le Sommet Mondial sur l'Alimentation de la FAO à Rome, Vía Campesina donna à connaître la proposition de souveraineté alimentaire comme alternative politique à un système agricole et alimentaire profondément injuste et prédateur. Cette proposition n'implique en rien un retour romantique au passé, l'idée est de récupérer les connaissances et pratiques traditionnelles afin de les combiner avec les nouvelles technologies et les nouveaux savoirs (Desmarais, 2007). Comme le signale McMichael (2006), elle ne doit pas non plus consister en une proposition synonyme de « localisme » ou en une « mystification du petit », mais doit au contraire repenser le système alimentaire mondial pour favoriser des formes démocratiques de

production et de distribution des aliments.

Une perspective féministe

Avec le temps, Vía Campesina a adopté une perspective féministe, travaillant à conquérir l'égalité entre les genres au sein de ses propres organisations et a établi des alliances avec des groupes féministes comme par exemple le réseau international de la Marche Mondiale des Femmes.

Au sein de Vía Campesina, la lutte des femmes se situe à deux niveaux. D'un côté la défense de leurs droits comme femmes au sein des organisations et dans la société en général et d'un autre côté, la lutte comme paysannes aux côtés des hommes contre le modèle d'agriculture néolibéral (EHNE et Vía Campesina, 2009).

Depuis la constitution de l'organisation, le travail féministe au sein de Vía Campesina a fait d'importants pas en avant. Au cours de la première Conférence Internationale de Mons (Belgique), en 1993, tous les coordinateurs élus furent des hommes et la situation des femmes paysannes fut à peine mentionnée dans la déclaration finale, même si la nécessité d'intégrer leurs besoins au travail de l'organisation a été reconnue. Mais cette conférence n'est pas parvenue à établir des mécanismes qui assureraient la participation des femmes lors des rencontres à venir. C'est pour cette raison qu'au cours de la deuxième Conférence Internationale à Tlaxcala (Mexique), en 1996, le pourcentage des femmes qui participèrent fut le même que lors de la première Conférence Internationale, soit 20% au total. Pour résoudre ce problème, des

mécanismes qui permirent une meilleure représentation et participation des femmes furent mis en place et on créa un comité spécial des femmes qui plus tard sera connu comme la Commission des Femmes de *Vía Campesina*.

Cette orientation politique a facilité l'intégration des apports féministes aux analyses de *Vía Campesina*. Par exemple, lorsque le concept de souveraineté alimentaire a été présenté publiquement au moment où se déroulait le Sommet Mondial sur l'Alimentation de la FAO à Rome en 1996, les femmes apportèrent des revendications qui leurs étaient propres, comme la nécessité de produire les aliments localement. À l'exigence des « pratiques agricoles soutenables » elles ajoutèrent la dimension liée à la « santé humaine », exigèrent la réduction drastique des engrais chimiques préjudiciables à la santé et défendirent la promotion active de l'agriculture biologique. Enfin, étant donné l'accès inégal des femmes aux ressources productives, elles insistèrent sur le fait que la souveraineté alimentaire ne pourrait pas être réalisée sans une plus grande participation des femmes à la définition des politiques paysannes (Desmarais, 2007).

Pour Francisca Rodríguez de l'association paysanne ANAMURI au Chili : « Assumer la réalité et les demandes des femmes de la campagne a été un défi au sein de tous les mouvements paysans (...) l'histoire de cette reconnaissance est passée par diverses étapes : de la lutte interne pour la reconnaissance jusqu'à la rupture avec des organisations machistes (...). Au long de ces vingt dernières années les organisations de femmes paysannes ont gagné

une identité (...), nous nous sommes reconstruites comme femmes dans un milieu rural marqué par le machisme » (Mugarik Gabe, 2006 : 254).

Le travail de la Commission des Femmes a permis de renforcer l'échange entre femmes de différents pays, en organisant, par exemple, des rencontres spécifiques de femmes en marge des sommets et réunions internationales. Entre les années 1996 et 2000, le travail de la Commission s'est principalement centré sur l'Amérique latine où, au travers de la formation, l'échange, la discussion et la reconnaissance croissante des paysannes, la participation de celles-ci a augmenté à tous les niveaux et dans toutes les activités de l'organisation.

Comme le relève Desmarais (2007 : 265) : « Dans la majorité des pays les organisations paysannes et agricoles sont dominées par les hommes. Les femmes de *Vía Campesina* se refusent à accepter des positions subordonnées. Même si elles reconnaissent le long et difficile chemin qu'il reste à parcourir, elles acceptent le défi avec enthousiasme et promettent de jouer un rôle de premier plan dans la transformation de *Vía Campesina* en une organisation engagée dans la lutte pour l'égalité entre les genres ».

En octobre 2000, juste avant la troisième Conférence Internationale de *Vía Campesina* à Bangalore (Inde), s'est tenue l'Assemblée Internationale des Femmes Paysannes, qui permit une plus grande participation des femmes à la conférence de l'organisation. L'Assemblée a approuvé trois grands objectifs à réaliser : a) Garantir la participation d'au moins 50% de femmes à tous les niveaux de décisions et dans toutes les ac-

tivités de l'organisation. b) Maintenir et renforcer la Commission des Femmes. c) Garantir que les documents, les cours de formation et les discours de Vía Campesina soient libres de tout contenu sexiste et langage machiste (Desmarais, 2007).

C'est ainsi que la troisième Conférence Internationale a décidé d'un changement de structures qui garantit l'égalité des genres. Comme le signale Paul Nicholson de Vía Campesina : « *C'est à Bangalore qu'a été prise la décision de réaliser l'égalité entre hommes et femmes dans les espaces de décisions et dans la répartition des charges au sein de notre organisation. Nous avons aussi entamé un processus interne de réflexion sur le rôle des femmes dans les luttes paysannes (...) la perspective de genre est maintenant abordée sérieusement, pas seulement en ce qui concerne la parité dans la répartition des charges, mais aussi par un débat en profondeur sur les racines et tentacules du patriarcat et sur les racines de la violence contre les femmes dans le monde rural* » (Souveraineté, biodiversité et cultures, 2010 : 8).

Cette stratégie força les organisations membres de Vía Campesina au niveau national ou régional à reconsidérer leur travail dans une perspective de genre et à incorporer des actions qui permettent de renforcer le rôle des femmes (Desmarais : 2007). C'est ce que confirme Josie Riffaud de la Confédération Paysanne en France quand elle affirme que : « *La décision de réaliser la parité au sein de Vía Campesina a été fondamentale car elle a rendu possible l'application de cette mesure dans mon organi-*

sation, la Confédération Paysanne » (La Vía Campesina, 2006 : 15).

C'est dans le cadre de la quatrième Conférence Internationale de Sao Paulo, au Brésil, en juin 2004, que s'est déroulée la deuxième Assemblée des Femmes Paysannes qui a réuni plus d'une centaine de femmes provenant de 47 pays de tous les continents. Les principales lignes d'action qui émergent de la rencontre étaient orientées vers la prise de mesures contre la violence physique et sexuelle faite aux femmes dans le cadre domestique et géopolitique, l'exigence de l'égalité des droits et l'investissement dans la formation. Comme le dit la déclaration finale : « Nous exigeons notre droit à une vie digne ; le respect de nos droits sexuels et reproductifs ; l'application immédiate de mesures pour éradiquer toutes formes de violences physiques, sexuelles, verbales et psychologiques (...). Nous exigeons des États qu'ils prennent des mesures qui garantissent notre indépendance économique ainsi que notre droit d'accès à la terre, à la santé, à l'éducation et à un statut social égalitaire » (Deuxième Assemblée Internationale des Femmes Paysannes, 2004).

En octobre 2006 s'est déroulé le Congrès Mondial des Femmes de Vía Campesina à Santiago de Compostelle (État espagnol) auquel assistèrent des femmes membres d'organisations agricoles d'Asie, d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique Latine avec pour objectif d'analyser et de débattre du sens de l'égalité dans les campagnes dans une perspective féministe et d'élaborer un plan d'action en vue de l'atteindre. Comme le faisait remarquer Sergia Galván du Collectif

Femme et Santé de République Dominicaine, dans un exposé au Congrès, les femmes de Vía Campesina ont trois défis devant elles : a) avancer dans la réflexion théorique pour incorporer la perspective paysanne aux analyses féministes b) poursuivre le travail de manière autonome comme exigence vitale pour la consolidation du mouvement des femmes paysannes c) dépasser le sentiment de culpabilité dans la lutte pour la conquête de plus grands espaces de pouvoir face aux hommes (La Vía Campesina, 2006).

Le Congrès Mondial des Femmes de Vía Campesina a mis en relief le besoin de renforcer encore plus l'organisation des femmes du mouvement et a approuvé la création de mécanismes pour permettre un plus grand échange d'expériences avec l'articulation de plans de luttes spécifiques. Des avancées ont donc été observées dans la réduction de la discrimination des femmes même si la route est encore longue. Parmi les propositions concrètes qui ont été approuvées figurait l'organisation d'une campagne mondiale pour lutter contre les violences qui s'exercent contre les femmes ; l'extension des débats à toutes les organisations membres de Vía Campesina, le travail pour la reconnaissance des droits des femmes paysannes, notamment l'exigence d'une égalité réelle dans l'accès à la terre, aux crédits, aux marchés et en matière de droits administratifs (La Vía Campesina, 2006).

Coïncidant avec la cinquième Conférence Internationale de Vía Campesina à Maputo au Mozambique, la troisième Assemblée Internationale des Femmes s'est déroulée en octobre 2008. Au cours de celle-ci le lancement d'une

campagne spécifique contre la violence faite aux femmes a été approuvé sur la base du constat que toutes les violences que les femmes doivent affronter dans la société (violences physique, économique, sociale, machiste, de différence de pouvoir ou de situation culturelle) sont également présentes dans les communautés rurales et au sein de leurs organisations.

Mais le travail qui vise à la conquête d'une plus grande égalité de genre n'est pas facile. Malgré la parité formelle, les femmes rencontrent de plus grandes difficultés pour voyager ou participer à des rencontres ou à des réunions. Comme le fait remarquer Desmarais (2007 : 282) : *« Il existe beaucoup de raisons pour lesquelles les femmes ne participent pas à ce niveau. La plus importante est peut-être la persistance d'idéologies et de pratiques culturelles qui perpétuent des relations de genre inégales et injustes. La division des tâches par genre signifie, par exemple, que les femmes des campagnes ont beaucoup moins accès au facteur le plus précieux, le temps, pour pouvoir assumer un rôle de leader dans les organisations agricoles. Étant donné que les femmes sont les principales responsables des soins aux enfants et aux personnes âgées (...). La triple journée des femmes qui implique le travail reproductif, productif et communautaire rend beaucoup moins facile leur disponibilité pour assister à des sessions de formation et d'apprentissage en vue de leur préparation comme leader ».*

Il s'agit d'une lutte à contre-courant et malgré quelques victoires concrètes, nous nous trouvons face à un combat de longue haleine, tant au sein des orga-

nisations, que d'une manière plus générale dans l'espace social.

En tissant des alliances

En ce qui concerne les alliances, *Vía Campesina* a établi des collaborations avec plusieurs organisations et mouvements sociaux au niveau international, national et régional. Parmi les plus significatives mentionnons la collaboration avec *La Marche Mondiale des Femmes* qui a permis un important travail en commun. Cette collaboration avec un des principaux réseaux féministes internationaux a abouti à des actions communes, à l'organisation de rencontres et à la collaboration avec d'autres mouvements sociaux à l'occasion d'activités et de conférences internationales, comme ce fut, par exemple, le cas lors du Forum International pour la Souveraineté Alimentaire au Mali en 2007.

La rencontre entre ces deux réseaux a initialement eu lieu dans le cadre du mouvement anti-globalisation à l'occasion de contre-sommets internationaux ou lors des activités du Forum Social Mondial (FSM). Ces deux réseaux, conjointement à d'autres, ont été les promoteurs de l'Assemblée des Mouvements Sociaux du FSM. L'incorporation d'une perspective féministe au sein de *Vía Campesina* tout comme le travail paysan et la lutte en faveur de la souveraineté alimentaire ont permis de créer des convergences qui se sont encore renforcées avec le temps.

Ces avancées ont été mises en évidence lors du Sommet pour la Souveraineté Alimentaire qui a eu lieu début 2007 à Sélingué, une petite agglomération rurale au sud-est du Mali. Cette

rencontre, convoquée par les principaux mouvements sociaux à l'échelle internationale comme *Vía Campesina*, *la Marche Mondiale des Femmes*, le Forum Mondial des Peuples Pêcheurs, a permis d'avancer dans la définition de stratégies communes entre un large éventail de mouvements sociaux (paysans, pêcheurs, éleveurs de bétails, consommateurs...) en faveur de la souveraineté alimentaire.

Les femmes jouèrent un rôle central dans la dynamique de cette rencontre, mais aussi comme organisatrices et participantes. Elles firent appel au mythe de Nyéléni, une paysanne malienne qui lutta pour s'affirmer comme femme dans un environnement défavorable. De fait, le Forum pour la Souveraineté Alimentaire reçut le nom de Nyéléni en hommage à cette légende. Des déléguées de pays d'Afrique, d'Amérique, d'Europe, d'Asie et d'Océanie, engagées dans différents secteurs et mouvements sociaux, assistèrent à cette rencontre et désignèrent le système capitaliste patriarcal comme responsable des violations des droits des femmes tout en réaffirmant leur engagement à le transformer.

La Marche Mondiale des Femmes, comme fruit de ce travail et de cette collaboration, a fait sienne la revendication de souveraineté alimentaire, la considérant comme un droit inaliénable des peuples et particulièrement des femmes. Miriam Nobre, coordinatrice du secrétariat international de *la Marche Mondiale des Femmes* a participé au Congrès Mondial des Femmes de *Vía Campesina* en octobre 2006 et y a fait une intervention qui traitait du mouvement féministe inter-

national. Notons aussi que la septième Rencontre Internationale de la Marche Mondiale des Femmes, réalisée à Vigo dans l'État espagnol en octobre 2008, a été l'occasion d'organiser un forum et une foire pour la souveraineté alimentaire démontrant ainsi la capacité de lier lutte féministe et lutte des femmes paysannes.

Cette collaboration s'observe aussi au travers de la double appartenance militante de certaines femmes qui sont membres actives de la Marche Mondiale des Femmes tout en ayant une participation dans des organisations membres de Vía Campesina. Ces expériences permettent de resserrer les liens et la collaboration entre ces deux réseaux et de renforcer la lutte féministe comme la lutte paysanne, étant entendu que toutes deux s'insèrent dans un combat plus large contre le capitalisme et le patriarcat.

En guise de conclusion

Au cours des dernières décennies, le système agricole et alimentaire mondial a mis en relief sa totale incapacité à garantir la sécurité alimentaire des communautés, il y a actuellement dans le monde plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim. Il a également démontré son fort impact environnemental avec son modèle agro-industriel intensif aux immenses surfaces qui contribue, entre autres, au changement climatique et à la destruction de l'agrobiodiversité. Ce système s'est révélé spécialement agressif envers les femmes. Bien qu'elles produisent entre 60 et 80% des aliments dans les pays du Sud global et 50% à l'échelle mondiale,

elles sont les principales victimes de la faim.

Avancer dans la construction d'une alternative à l'actuel modèle agricole et alimentaire implique d'y intégrer une perspective de genre. La souveraineté alimentaire, qui représente l'alternative au modèle agro-industriel dominant, doit adopter une position féministe en rupture avec la logique patriarcale et capitaliste.

Cette nécessité est très claire pour Vía Campesina qui est le principal mouvement international en faveur de la souveraineté alimentaire. Il s'agit d'avancer dans cette direction en créant des alliances avec d'autres mouvements sociaux, spécialement avec des organisations et réseaux féministes comme la Marche Mondiale des Femmes. Il faut renforcer les réseaux et les solidarités entre les femmes du Nord et du Sud, urbaines et rurales, et entre les femmes et leurs compagnons afin de, comme le dit Vía Campesina: « *Globaliser la lutte. Globaliser l'espoir* ».

1/ Pour une analyse plus détaillée de l'évolution historique du système alimentaire mondial voir McMichael (2000).

2/ Toutes les paysannes citées dans le présent article font parties d'organisations membres de Vía Campesina.

3/ Selon l'indice des prix des aliments de la FAO, ces derniers ont enregistré une augmentation de 12% entre 2005 et 2006 ; une nouvelle hausse de 24% en 2007 ; et à nouveau une augmentation de presque 50% entre janvier et juin 2008. Ce sont les céréales et d'autres aliments de base qui ont le plus augmenté (Vivas, 2009).

Esther Vivas

Article publié en espagnol dans
El Viejo Topo, n°288

Bibliographie (en espagnol)

- 2a Asamblea Internacional de Mujeres Campesinas (2004) Declaración de la II Asamblea Internacional de Mujeres Campesinas en: http://movimientos.org/cloc/show_text.php3?key=2903
- Antentas, JM. y Vivas, E. (2009a) “La Vía Campesina hacia la justicia global” en *Ecología Política*, nº38, pp. 97-99.
- Antentas, JM. y Vivas, E. (2009b) “Internacionalismo(s) ayer y hoy” en *Viento Sur*, nº100, pp. 33-40.
- Banco Mundial (2007) Informe sobre el desarrollo mundial 2008: agricultura para el desarrollo, Washington DC, Banco Mundial.
- Bello, W. (2009). *The Food Wars*. London. Verso.
- Davis, M. (2006) *Planet of slums*. Londres. Verso.
- Desmarais, AA. (2007) *La Vía Campesina. La globalización y el poder del campesinado*. Madrid. Editorial Popular.
- EHNE y La Vía Campesina (2009) *La Vía Campesina. Las luchas del campesinado en el mundo*: <http://viacampesina.net/downloads/PDF/viacas.pdf>
- Ezquerro, S. (2010) “La crisis de los cuidados: orígenes, falsas soluciones y posibles oportunidades” en *Viento Sur*, nº 108, pp. 37-43.
- FAO (1996) *Towards sustainable food security. Women and sustainable food security* en: <http://www.fao.org/waicent/faoinfo/SUST-DEV/FSdirect/FBdirect/FSP001.htm>
- FAO (2009) 1020 millones de personas pasan hambre en: <http://www.fao.org/news/story/es/item/20568/icode>
- Fraser, A. (2009) *Agricultura para el Desarrollo*. Londres. Oxfam Internacional.
- GRAIN (2008), *El negocio de matar de hambre* en: <http://www.grain.org/articles/?id=40>
- Holt-Giménez, E. y Patel, R. (2010) *Rebeliones alimentarias*. Barcelona. El Viejo Topo.
- Jayne et al. (2006) “HIV/AIDS and the agricultural sector in Eastern and Southern Africa: anticipating the consequences” en Gillespie, S. (ed.), *AIDS, Poverty, and Hunger*. IFPRI.
- La Vía Campesina (2006) Congreso Mundial de las Mujeres de La Vía Campesina en: http://epueblos.pangea.org/salimentaria/pairoses/documents/congreso_mundial_mulleres.pdf
- McMichael, P. (2000) “Global food politics” en Magdoff, F. et al. *Hungry for profit*. New York. Monthly Review Press, pp. 125-143.
- McMichael, P. (2006) “Feeding the world: agriculture, development and ecology” en Panitch, L. y Leys, C. *Socialist Register 2007*. London. Merlin Press, pp. 170-194.
- Mugarik Gabe (2006) “Estrategias de género para la soberanía alimentaria” en Fernández Such (coord.) *Soberanía alimentaria*. Barcelona. Icaria editorial, pp. 253-319.
- Oceransky Losana, S. (2006) “Las relaciones entre mujeres y hombres en el medio rural: su herencia en nuestros proyectos” en *VVAA Los pies en la tierra*, Barcelona, Virus editorial.
- Soberanía alimentaria, biodiversidad y culturas (2010) “Recorrido por las luchas campesinas” en *Soberanía alimentaria, biodiversidad y culturas*, nº1, pp. 3-10.
- Toussaint, É. (2008) *Volvamos a hablar de las causas de la crisis alimentaria* en: <http://www.cadtm.org/Volvamos-a-hablar-de-las-causas-de>
- Vivas, E. (2008) *En pie contra la deuda externa*. Barcelona. El Viejo Topo.
- Vivas, E. (2009) “Los entresijos del sistema agroalimentario mundial” en Montagut, X. y Vivas, E. *Del campo al plato*. Barcelona. Icaria editorial, pp. 9-40.
- VVAA (2003) *Nuestro mundo no está en venta. Primero está la soberanía alimentaria de los pueblos ¡Fuera la OMC de la agricultura y la alimentación!* en: http://www.viacampesina.org/main_sp/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=345
- White H. y Leavy S. (2003) *Labour markets in Africa: What do models need to explain?* Brighton. Institute for Development Studies y University of Sussex.

GROUPE ÉCOSOCIALISTE DE SOLIDARITÉS

L'un des objectifs du groupe écosocialiste de solidaritéS est la diffusion de textes, écrits en français ou en d'autres langues, relevant de l'écosocialisme.

Le groupe n'adhère pas nécessairement à tous les points et propositions qui y sont exprimés. Ceux-ci n'engagent que leur auteur.



**GROUPE
ÉCOSOCIALISTE
DE SOLIDARITÉS**

**Nous sommes un groupe du mouvement
solidaritéS formé de militant-e-s et de
sympathisant-e-s.**

Vous vous sentez solidaire de notre combat pour une écologie anticapitaliste ? Rejoignez-nous pour discuter et proposer ensemble des actions afin de bâtir un autre monde... ou prenez simplement contact pour recevoir des nouvelles de nos activités.

**www.solidarites.ch/ecosoc
ecosocialiste@solidarites.ch**

L'ÉCOSOCIALISME

**CRÉER NOTRE ALTERNATIVE FACE À LA CRISE
SYSTÉMIQUE ACTUELLE DU CAPITALISME**

- ▶ Si tu penses que la crise économique et l'accélération des désastres écologiques sont les conséquences des contradictions et des exigences du capitalisme et de sa course au profit maximum...
- ▶ Si tu penses qu'un changement des rapports sociaux est nécessaire et que la préoccupation écologique doit être déterminante dans notre projet émancipateur...
- ▶ Si tu considères que l'approfondissement de la crise écologique contribue à l'accroissement des inégalités et à la multiplication des conflits...
- ▶ Si pour toi l'écosocialisme implique un changement radical dans les rapports de genre et une lutte pour un éco-féminisme anticapitaliste...

**...REJOINS LE GROUPE
ÉCOSOCIALISTE
DE SOLIDARITÉS!**